

# Solidarité avec le peuple Burkinabé qui vient de faire échec au coup d'Etat de la Françafrique !

Le 31 octobre 2014, la révolution populaire du peuple Burkinabé chassait le dictateur français, Blaise Compaoré, adoubé par l'impérialisme français dirigé à l'époque par François Mitterrand.

L'autocrate Blaise Compaoré fut exfiltré par François Hollande et placé en Côte d'Ivoire sous la protection d'Alassane Ouattara, successeur d'Houphouët Boigny imposé par la force d'occupation militaire française *Licorne*.

Le 16 septembre 2015, durant quatre jours, le *Régiment de Sécurité Présidentielle* (RSP) que le communiqué de l'*Union Africaine* (UA) a qualifié fort justement de « terroriste », a mis aux arrêts le gouvernement de transition né de l'insurrection populaire et fait tirer sur le peuple mobilisé pour dire NON au coup d'Etat.

La médiation orchestrée par les réseaux français sous couvert de la *Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest* (CEDEAO) pilotée par les Présidents du Sénégal et du Bénin a tenté d'imposer au peuple l'amnistie des putschistes, l'inclusion dans les prochaines élections des caciques du régime autocratique et de stopper la procédure judiciaire sur l'assassinat du héros national et panafricain Thomas Sankara.

Ce que le peuple a fermement rejeté par la grève générale, la désobéissance civile et la mobilisation de rue dans tout le pays. Les forces armées nationales ont rejoint le peuple en encerclant la garde prétorienne putschiste qui s'est finalement rendue. Le pouvoir a été ainsi rendu au gouvernement de la transition.

Le PRCF et le RCC ;

- félicitent le peuple burkinabé qui vient d'infliger une nou-



velle défaite aux manœuvres de l'impérialisme français et de ses agents africains;

- revendique avec le peuple la dissolution du RSP qui doit rendre compte à la justice ainsi que le tyran Blaise Compaoré, la poursuite de la procédure judiciaire sur l'assassinat de Thomas Sankara, l'exclusion des responsables des 27 années de dictature de la prochaine élection tant qu'ils ne sont pas jugés;

- appelle à la solidarité du peuple de France, des syndicats et des forces démocratiques, antiracistes et antifascistes de notre pays pour exiger le retrait des armées françaises d'Afrique, l'abrogation des accords néocoloniaux entre la France et son "pré-carré" français et l'abolition des Accords de partenariat économique (APE) entre l'UE et les pays Africains qui vont accroître la surexploitation par les Multinationales et le sous-développement de l'Afrique. C'est aussi l'intérêt du peuple français car « un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre » (Engels).

